

à l'égard des IDE

Guiswe Badoma

*Received: 8 December 2016 Accepted: 31 December 2016 Published: 15 January 2017***Abstract**

In the light of recent theoretical and empirical work, this article analyzes the role of institutional adaptation on the attractiveness of CEMAC countries for FDI. The aim is to ascertain whether the most commonly tested institutional determinants play an attractive role in the CEMAC zone. More specifically, we try to evaluate first the importance of the role played by capital market on the attraction of FDI and, secondly, measure the relative importance of the role played by politico-sociocultural capital in Countries of the CEMAC. The institutional approach is then the theoretical foundation of our analysis. In order to account for the performance of the theory of institutional adaptation, we examine it in an econometric regression analysis of panel data. An equation of the determinants of the attractiveness of the CEMAC countries with regard to FDI is estimated by the generalized method of moments (GMM) in dynamic panel for the period from 1985 to 2015. At the end of this analysis, we obtained the results which confirm our initial hypothesis that the attractiveness of the CEMAC countries is explained more by market capital than by political-sociocultural capital.

Index terms— attractiveness, foreign direct investments, multinational firms, panel data, CEMAC.

1 Introduction

es pays de la CEMAC, comme la plupart des pays en développement recourent à certains modes de financement extérieur tels que l'aide publique au développement (APD) et l'emprunt extérieur dans le but de poursuivre leurs objectifs de développement socioéconomique. Or, force est de constater que les objectifs de l'aide publique au développement et de l'emprunt extérieur dans les mécanismes de financement des programmes de développement des pays bénéficiaires amène à poser de plus en plus de questions ??Campell 2001 ;Gabas, 2002 ;Brunel et al., 2005).

Au regard de ce constat, il apparaît que les pays de la CEMAC, dans le cadre de la globalisation, peuvent bénéficier de l'interconnexion croissante des marchés et le morcèlement géographique de la chaîne de production en s'intégrant à l'économie mondiale et de promouvoir par ce biais leur croissance (Huffel, 2001). L'un des aspects par lequel se manifeste cette internationalisation est la mobilité internationale des firmes et l'expansion des investissements directs étrangers (IDE) ??Wladimir, 1996). Les firmes multinationales (FMN) sont, aujourd'hui, les vecteurs les plus structurants des processus d'intégration et de transformation de l'économie et de la société mondiales (Rioux, 2012).

En effet, si les territoires ont besoin des firmes multinationales, les entreprises à leur tour ont besoin des territoires (Hatem, 2004).

Depuis quelques décennies, on remarque une croissance importante des flux d'investissements directs étrangers dans le monde. Ils sont passés de 202 milliards de dollars en 1990 à 331 milliards de dollars US en 1995, et ont atteint 1450 milliards de dollars US en 2013, la part des pays en développement dans le total mondial des flux d'IDE étant de 54%, en 2013 contre une moyenne de 17% sur la période 2002-2012. Cependant, la distribution géographique de ces investissements révèle une répartition inégalitaire. En Afrique, ils sont passés de 2,8 milliards de dollars US en 1990 à 9,6 milliards de dollars US en 2000, et ont atteint 54 milliards de dollars US en 2014 (CNUCED, 2015).

Cette tendance haussière peut s'expliquer par les améliorations sensibles observées en matière de gouvernance et la diminution du nombre des conflits armés (Tamokwe, 2010).

Globalement, l'augmentation des entrées d'IDE dans les pays en développement (PED) s'est surtout concentrée en Asie. Les pays africains restent, dans l'ensemble, encore à l'écart de ce mouvement puisqu'ils n'ont reçu que 4% du total des flux d'IDE vers les PED et 1% du total mondial malgré cette hausse sensible constatée ces dernières années. Ces niveaux restent encore plus bas en ce qui concerne les pays de la CEMAC (9,7 milliards de dollars US) et la dotation en IDE varie fortement d'un pays à un autre (CNUCED, 2015).

Notons que, c'est véritablement à partir des années 1998 que les flux d'IDE vers la zone CEMAC ont connu une forte évolution et ils ont été le fait des privatisations, des plans d'investissements dans les infrastructures, les télécommunications, etc. Ils sont passés de 9 milliards de dollars US en 2000 à 9.9 milliards de dollars US en 2014. En effet, pour la BEAC (2006), cette évolution, est due en partie à la privatisation du secteur de télécommunications depuis les années 2002 et qui a permis de drainer une masse importante de fonds. Toutefois l'année 2004 a permis aux pays de la zone CEMAC, à la faveur d'importantes opérations de fusion-acquisition, de retrouver un niveau d'IDE presque équivalent à l'année 2000, avec un montant d'IDE de 6.8 milliards de dollars US, ce qui place la zone au neuvième rang des bénéficiaires d'IDE en Afrique.

En effet, après la faiblesse des chiffres des années 1990 et 1991 et la chute des années 1994, 1995, 1996 et 1997 De ce qui précède, signalons que, comparativement aux flux d'IDE en direction des PVD, les IDE en direction des pays de la CEMAC sont restés modeste, ce qui nous pousse à nous poser des questions sur le pouvoir attractif de ces pays et la nature des facteurs d'attractivité mis en place.

Le débat actuel porte sur la nécessité d'améliorer la qualité des institutions pour attirer les IDE car de plus en plus, le choix de localisation des firmes se rattache à la qualité des institutions en plus des conditions économiques.

De ce fait, étudier les éléments déterminant l'attractivité de l'IDE dans la zone CEMAC peut avoir comme fondement théorique une approche institutionnelle.

Pour atteindre ainsi les objectifs que nous nous sommes fixés, nous émettons l'hypothèse selon laquelle, l'attractivité de l'IDE dépend de la façon dont les décideurs politiques dirigent les institutions et plus précisément, l'attractivité de l'IDE dans la zone CEMAC est davantage expliquée par le capital politicosocioculturel que par le capital marché. La vérification de cette hypothèse requiert la spécification d'un modèle d'évaluation.

2 II.

3 Revue de la Litterature

4 Malgré

l'importance des mouvements internationaux des capitaux, il n'existe encore aucun cadre théorique unifié permettant de comprendre les déterminants de l'attractivité des territoires vis-à-vis des investissements directs étrangers (Chakrabarti, 2001 ; ?evasseur, 2003). La littérature existante sur les déterminants des IDE regroupe aussi bien des aspects propres aux firmes que des aspects propres aux politiques menées par les pays hôtes pour accueillir les IDE. Dans les années soixante dix, DUNNING proposait une approche globale des facteurs explicatifs de l'investissement direct dans laquelle apparaissent des éléments comme la concurrence imparfaite, les avantages comparatifs ou l'internalisation des coûts de transaction. Cependant, ce cadre s'avère aujourd'hui insuffisant pour expliquer la majeure partie des IDE. En effet, et en fonction de leurs stratégies, les firmes décident d'investir à l'étranger, lorsqu'elles peuvent combiner leurs avantages propres à ceux qui leurs sont offerts par les pays d'accueil.

Toutefois, deux grandes familles de facteurs, sur lesquelles se basent les firmes dans leur choix de localisation ont été citées dans la littérature: les déterminants économiques et les déterminants institutionnels (CNUCED, 1998) Les analyses récentes retiennent généralement comme mesures des institutions : la démocratie, la transparence, la corruption, le cadre judiciaire et réglementaire, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement et l'état de droit ?Kaufmann et al., 2002; ?odrick et al., 2002; ?cemoglu et al., 2003;Asiedu, 2003;Edison, 2003). Toutefois, ces mesures ne sont pas objectives dans la mesure où elles découlent des appréciations subjectives des experts nationaux ou des évaluations de la population collectées par des enquêtes effectuées par organisations internationales et non gouvernementales (Edison, 2003).

Concernant la qualité institutionnelle en Afrique, des études comme celle d' Asiedu (2003) à travers 22 pays de l'Afrique subsaharienne révèle que l'efficacité des institutions, la stabilité politique et économique et le faible niveau de corruption encouragent les entrées de capitaux privés.

Globerman et Shapiro (2002) analysent l'impact des indicateurs de gouvernance sur les entrées et sorties d'IDE. Ils trouvent que la bonne gouvernance a un impact positif à la fois sur les entrées et les sorties d'IDE, bien que l'effet sur les sorties d'IDE ne soit significatif que pour les pays relativement grands et développés. Bien plus, ils affirment que des bonnes institutions peuvent avoir un impact positif sur les sorties d'IDE parce qu'elles créent des conditions favorables pour que les entreprises multinationales émergent et investissent à l'étranger.

Daude et Stein (2007) trouvent que l'IDE entrant est fortement influencé par la qualité des variables institutionnelles. Ils trouvent que l'instabilité politique et la violence, l'efficacité du gouvernement, le fardeau de la réglementation, l'état de droit et la corruption ont un effet significatif sur l'IDE. Cependant, les indicateurs de la représentation et de la responsabilité politique ont un effet non significatif sur l'IDE entrant.

L'efficacité sur le plan juridique d'un pays d'accueil rassure les investisseurs étrangers car favorise la protection des droits de propriété et le respect des contrats. En effet, la protection des droits de propriété est capitale pour les firmes qui cherchent à implanter de nouveaux investissements à l'étranger. La protection des droits de propriété est une sorte d'assurance pour les firmes multinationales (Globerman et Shapiro, 2003). Ceci dit, les réglementations visant à protéger les droits de propriété, surtout les droits de propriété intellectuelle, sont susceptibles d'accroître l'attractivité du pays d'accueil aux yeux des investissements internationaux (Smith, 2001 ;OCDE, 2002). Toutefois, la protection des droits de propriété, les procédures administratives et les règlements relatifs à l'IDE peuvent former une barrière à l'investissement, particulièrement dans les pays en développement (Emery et al., 2000).

Des études empiriques soutiennent l'idée selon laquelle les investissements étrangers sont davantage attirés du fait du renforcement de la démocratie. La démocratie comme déterminant de la localisation des IDE dans la littérature économique est abordée dans le sens large du terme. Il est ainsi généralement représenté par deux grandes composantes : les droits politiques et les libertés civiles. Tandis que les droits politiques reflètent la capacité des citoyens à participer librement au processus politique (droit de voter, de postuler à des postes publics et d'élire des représentants), les libertés civiles quant à elles donnent la possibilité de développer des opinions, des associations et une autonomie personnelle sans interférences de l'Etat.

La corruption, est souvent perçue comme une dimension cruciale des institutions politiques et la cause majeure de la stagnation économique et de l'échec des programmes de réformes (OCDE, 2003) (Asiedu, 2002).

De même, les firmes sont naturellement sensibles aux caractéristiques exogènes des territoires. Chaque pays, dispose des dotations naturelles influençant la productivité et le profit des entreprises. De même, la présence de terre à cultiver, de ressources minières, l'accès à la mer ou tout autre avantage naturel, permet d'expliquer certains choix de localisation en particulier pour les entreprises utilisant ces facteurs de production. Dans leurs travaux, Campos et Kinoshita (2003) démontrent que les dotations en ressources naturelles ont joué un rôle significatif dans l'attraction des IDE entre 1990 et 1998 dans les pays en transition. Morisset (2000) prouve que la capacité des pays africains à attirer les capitaux privés est largement liée à l'existence des ressources naturelles. C'est ainsi que les pays tels le Nigeria et l'Angola et dans une moindre mesure la Guinée Equatoriale, malgré leur instabilité politique et économique, ont réussi à attirer d'importants capitaux privés grâce à leurs ressources pétrolières.

5 III.

6 LE Modele

En vue de placer les théories de l'IDE dans un modèle opérationnel testable, nous nous inspirons de Saskia. En effet, Saskia (1998) étudie les déterminants de l'IDE dans un cadre théorique inspiré de l'approche d'adaptation institutionnelle et trouvant son origine dans l'école de l'intégration. D'après Saskia, l'adaptation à l'investissement direct étranger désigne la capacité d'un pays d'attirer, d'absorber et de préserver l'investissement direct étranger. L'adaptation institutionnelle suggère qu'attirer l'investissement direct étranger est un processus dynamique. Pour attirer l'investissement direct étranger, les pays doivent le rechercher activement au lieu de protéger de façon passive les industries et les ressources naturelles locales. La théorie de l'adaptation institutionnelle à l'IDE nous explique pourquoi la répartition des flux d'IDE est si inégale, et souvent sans proportion avec les ressources naturelles des pays. La capacité de reconnaître les opportunités d'IDE et d'en profiter est alors ancrée dans les institutions du pays, ce qui explique le terme adaptation institutionnelle à l'IDE. Les institutions concernées par l'adaptation institutionnelle sont : le gouvernement qui représente le capital politique, les marchés ou capital marché, et le milieu socioculturel ou capital socioculturel (Saskia, 1998).

Dans la pratique, l'estimation de l'équation d'attractivité prend souvent en compte un ou plusieurs retards de la variable dépendante comme variables explicatives. Rien n'exclut l'existence d'une éventuelle corrélation entre les autres variables explicatives et l'effet fixe individuel. Les techniques économétriques standards comme les MCO ne permettent pas d'obtenir des estimations efficaces d'un tel modèle. D'où l'importance de la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique. La méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique permet ainsi de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de pallier les biais d'endogénéité des variables, de biais de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises. La méthode GMM repose sur les conditions d'orthogonalité entre les variables retardées et le terme d'erreur, aussi bien en différences premières qu'en niveau. Lorsque le modèle dynamique est exprimé en différences premières, les instruments sont en niveau, et vice versa (Goaied et Sassi, 2012).

Généralement, deux tests sont associés à l'estimateur GMM en panel dynamique : le test de suridentification de Hansen et de Sargan qui permet de tester la validité des variables retardées comme instruments et le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence (Goaied et Sassi, 2012).

Nous nous intéressons dans le cas de notre analyse, à l'estimateur GMM en système et pour lequel le test de suridentification de Sargan est associé. L'équation à estimer sera ainsi de la forme suivante: $Y_{it} = \alpha + \beta_1 Y_{it-1} + \epsilon_{it}$

7 L'analyse Des Resultats et Interpretations

En utilisant la méthode des moments généralisés, nous procédons à une estimation du modèle en trois étapes à partir du logiciel Stata 12. La première prend compte les variables de la dimension Marché uniquement, la deuxième prend en compte les variables de la dimension politico-socioculturelle uniquement et la troisième prend en compte les variables des deux dimensions.

8 a) Les résultats des estimations du modèle

Le tableau qui suit donne les résultats des différentes spécifications que nous avons faites par la méthode des moments généralisés en niveau.

Tableau: Régressions du modèle en niveau Quant à la régression (3) avec prise en compte des variables de la dimension Politico-socioculturelle et de la dimension Marché, les résultats de l'estimation montrent que les coefficients associés à la variable ouverture commerciale (comm), à la variable taille du pays (pibhab), à la variable taux d'inflation (tinf), à la variable liberté politique (lipol) et à la variable liberté civile (liciv) sont tous de signe attendu. Toutefois, seules les variables comm et pibhab sont statistiquement significatifs à 1% alors les variables tinf, lipol et liciv sont statistiquement non significatifs. Quant aux variables agglomération (idepib L1.), crédit à l'économie (creco), taux d'urbanisation (turb) et infrastructure (infr), celles n'ont pas de coefficient de signe attendu. Les variables agglomération et infrastructure sont statistiquement significatives à 5%, la variable crédit à l'économie l'est à 1%, alors que la variable taux d'urbanisation n'est statistiquement significatif ni 10% ni à 5% ni à 1%. De manière globale, le modèle est significatif avec une statistique de Wald $\chi^2(10) = 423.12$ et une probabilité $\text{Prob} > \chi^2 = 0.0000$. Le test de Sargan dans la troisième estimation valide le choix des instruments avec une $\chi^2(160) = 262,4119$ de probabilité nulle. Idepib (1)(2) (3)

9 b) L'interprétation des résultats

L'estimation du modèle de référence par la méthode des moments généralisés en niveau s'est faite en trois étapes selon qu'on a considéré la régression avec prise en compte uniquement des variables de la dimension Marché (1), la régression avec prise en compte des variables de la dimension Politico socioculturelle (2) et la régression prenant en compte les deux dimensions simultanément (3) Par contre, dans les régressions (2) et (3), seules les variables liberté civile (liciv) de (2) et infrastructure (infr) de (3) sont statistiquement significatives bien que toutes deux ont des coefficients de signe contraire à la prédiction.

10 V.

11 Conclusion

Etant donné que l'objet de ce travail est de contribuer à l'explication de l'attractivité des IDE dans les pays de la CEMAC, nous avons procédé à l'estimation du modèle en utilisant la méthode des moments généralisés en niveau. L'estimation se fait en trois étapes pour déceler les variables les plus significatives. La première a consisté à considérer le modèle avec prise en compte uniquement des variables du capital Marché, la deuxième a considéré le modèle en prise en compte des variables du capital Politico socioculturel et la troisième a pris en compte les variables du capital Marché et celles du capital Politico socioculturel. Les résultats montrent à chaque fois que les variables les plus significatives sont celles liées à l'ouverture commerciale (comm), à la taille du marché (pibhab) et à la compétitivité internationale (change). Bien plus, les coefficients de ces variables ont les signes positifs corroborant ainsi la prédiction. Ceci nous amène ainsi à dire que le capital Marché explique d'avantage l'attractivité des pays de la CEMAC à l'égard des IDE que le capital Politico socioculturel. ¹

¹() 2017 © 2017 Global Journals Inc. (US) 1

b) Les déterminants ayant la dimension économique de l'attractivité des pays à l'égard des IDE Pour choisir le pays d'implantation, l'investisseur étranger prend en compte le niveau de stabilité des variables macroéconomiques tels que : le taux de la croissance, l'investissement national, le taux sur l'attrait d'un pays en tant que destination d'investisseurs étrangers. Dans la littérature, les infrastructures ont un impact positif sur la localisation des activités des multinationales, dans la mesure où elles facilitent la réalisation des opérations de production et de distribution. Selon Bouklia-Hassane et Zatl (2001), des infrastructures insuffisantes ou des services d'infrastructures inadéquats pourraient constituer une barrière à l'entrée des IDE. En revanche, de bonnes infrastructures, particulièrement dans les domaines des transports et des télécommunications, d'inflationLe niveau d'infrastructures a une forte incidence sont présentées comme des déterminants potentiels des afflux d'IDE (Aubin, Berdot, Goyeau et Léonard (2006). En effet une infrastructure de bonne qualité est une condition nécessaire pour attirer les IDE en premier lieu et pour la réussite des IDE en second lieu

Figure 1:

macroéconomique. Les investisseurs étrangers
préfèrent ainsi investir dans une économie stable.

II

est attendu que l'inflation ait une corrélation
négative avec le volume des investissements.

? Le taux de change réel (CHANGE). C'est le
taux de

change réel de la monnaie locale en dollars américains (US). Il est une mesure de la compétitivité
étrangère.

AGLOM: IDE /PIB retardé d'une période (Agglomération) CRECO: Épargne nationale brute (Crédit à l'économie) COMM: Commerce extérieur (Ouverture commerciale) contre le risque de change par la localisation à l'étranger. Ainsi, à court terme une dépréciation réelle de la monnaie affecte négativement les IDE et l'effet à long terme peut se révéler positif. PIB-HAB: Produit Intérieur brute par habitant TINF: Taux d'inflation CHANGE: Taux de change réel Et l'équation de la fonction des variables de la dimension Politico-Socioculturelle étant:
= (, , ,) LIPOL : Indice global de droits politiques Sources des Variables Les données sont choisies et extraites du site de la banque Mondiale <http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS>, de Freedom House sur le site <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15> et de la CNUCED sur le site

LICIV : Indice global de libertés civiles
<http://www.unctad.org/fdistatistics>.

TURB : Taux d'urbanisation La période d'étude va de 1985 à 2015.

INFR : Nombre de lignes de téléphones/100. L'échantillon est ainsi composé des six pays de la zone

CEMAC Présentation et description des différentes variables et (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Les variables de la dimension Politico-socioculturelle les variables de la dimension Marché. les variables de la dimension Politico-socioculturelle et Nous considérons deux types de variables explicatives : Les variables explicatives par la CNUCED. (IDE/PIB). C'est un des indicateurs d'attractivité retenus exprimés en pourcentage du produit intérieur brut dépendante est mesurée par les flux net d'IDE entrants Dans la spécification de notre modèle, la variable La variable expliquée signes attendus des coefficients des variables Equatoriale, République Centrafricaine et Tchad).

IV.

concentrent souvent dans les zones urbaines, on s'attend à une corrélation positive entre le degré d'urbanisation et l'attractivité des IDE. Le coefficient de corrélation aura le signe plus. ? Le stock d'infrastructures (INFR). Il s'agit de lignes téléphoniques reliant des équipements des clients au réseau téléphonique des centrales publiques. Il est attendu un signe positif de la relation entre les infrastructures et l'IDE.

Les variables de la dimension
Marché

Cette dimension sera mesurée
par les variables
suivantes:

? L'agglomération (AGLOM)
Elle correspond à la attractive d'instruments et d'outils de placement. On et à la mobilisation des épargnes par une offre financier contribue à l'attraction des investissements PIB. C'est l'un des instruments par lequel le secteur par l'épargne nationale brute en pourcentage du ? Le crédit à l'économie (CRECO). Elle est mesurée flux d'IDE et l'agglomération. sens, on s'attend à une corrélation positive entre les un territoire attirent les capitaux étrangers, en ce économiques. Les investissements existants dans

Cons

- -
8.558076154
(0.000382)

Wald chi2

(6) (5)
426.91.15

Prob>chi2

0.0000000

Source: Calcul à partir du logiciel Stata12

NB: *** Significatif au seuil de 1% au plus, ** Significatif au seuil de 5% au plus, et * significatif au seuil de 10% au plus.

Soit la régression (1), avec prise en compte des

variables de la dimension Marché uniquement. Les

résultats de l'estimation montrent que le coefficient

associé à l'indicateur de l'agglomération (idepib L1.) et

à l'indicateur taille du pays d'accueil (pibhab) sont

statistiquement significatifs à 5%. L'effet de

l'agglomération sur l'attractivité est négatif tandis que

idepib L1. l'effet Pour la régression (2) avec prise en compte des -0.1060747** (0.013) 0.2576877*** (0.0000)

variables de la dimension Politico socioculturelle

Creco uniquement, les variables liberté politique (lipol), taux -0.1351745*** (0.0000) d'urbanisation (turb), i

Comm. statistiquement non significatifs ni à 1%, ni à 5%, ni à 10%. Toutefois, la var

0.0006571** variables lipol et turb sont de signe attendu tandis que Pibhab (0.037) les coefficients des variab

Tinf contraire à la prédiction. De même, la statistique de -0.0394134 (0.523) Wald chi2 (5) = 31.15 avec une

Change de Sargan montre que le nombre des instruments est 0.0129955*** (0.004) tout de même valide.

Lipol

-
0.9723418
(0.478)

Liciv

3.805674**
(0.017)

Turb

0.0102188
(0.945)

Infr

-
0.2825736
(0.840)

Figure 3:

[Banque Mondiale] , <http://siteresources.worldbank.org/> Banque Mondiale

[Kaufmann et al. ()] , D Kaufmann , A Kraay , P Zoido-Lobaton . 1999.

[Brunel et al. ()] , S Brunel , A Houziaux , P Kipre . 2005.

[CNUCED ()] , <http://www.unctad.org/fdistatistics.Datedederniereconsultation20avril2017>
CNUCED 2017.

[Aggregating Governance Indicators. World Bank Policy Research Paper ()] , *Aggregating Governance Indicators. World Bank Policy Research Paper* 2195.

[Emery et al. ()] 'Administrative Barriers to Foreign Investment. Reducing Red Tape in Africa'. J T Emery , M T Spence , L T Wells , T Buehrer . *FIAS Occasional Paper* 2000. 2000. 14.

[Hatem ()] 'Attractivité : de quoi parlons-nous'. F Hatem . *Revue Pouvoirs locaux. N°61, 2ème semestre*, 2004. 2004.

[Rioux ()] *Centre d'Etude sur l'Intégration et la Mondialisation*, M Rioux . 2012. p. 38. Université du Québec à Montréal (de recherche CEIM)

[L'atelier] *Collection « Questions de vie »*, L'atelier . 114 p. p.

[House ()] *Date de dernière consultation*, Freedom House . <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15> 2017. p. .

[Asiedu and Lien ()] 'Democracy, foreign direct investment and natural resources'. E Asiedu , D Lien . *Journal of International Economics* 2011. 84 p. .

[Edison ()] H Edison . *Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit ? Finances et développement*, juin, 2003.

[Froot and Stein ()] 'Exchange Rates and Foreign Direct Investment : A Imperfect Capital Market Approach'. K A Froot , J C Stein . *Quarterly Journal of Economics* 1991. 106 p. .

[Saskia ()] *Foreign Direct Investment and its determinants in Emerging Economies. Economic Policy Paper, Discussion Paper*, K S W Saskia . N° 9. 1998.

[Cnuced ()] *Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*, Cnuced . 2004. 2003. United Nations Publication. 54. (World Investment Report)

[Basu and Srinivasan ()] *Foreign Direct Investment in Africa -Some case studies*, A Basu , K Srinivasan . 2002. (IMF working paper, wp/02/61)

[Morisset ()] *Foreign Direct Investment in Africa: Policies Also Matter*, J Morisset . 2000. p. . (World Bank Policy Research Working Paper, N°2481)

[Asiedu ()] *Foreign Direct Investment to Africa: The Role of Government Policy, Governance and Political Instability*, mimeo, E Asiedu . 2003.

[Goldberg and Klein ()] *Foreign Direct Investment, Trade and Real Exchange Rate Linkages in Southeast Asia and Latin America. NBER Working Paper*, L Goldberg , M Klein . 1997. p. 6344.

[Smith ()] 'How do patent rights affect U.S exports, affiliates, sales, and licenses'. P M Smith . *Journal of International Economics* 2001. 55 p. .

[Noorbakhsh et al. ()] 'Human Capital and FDI Inflows to Developing Countries'. F Noorbakhsh , A Paloni , A Youssef . *New Empirical Evidence. World Development* 2001. 29 p. .

[Goaied and Sassi ()] *Institut des Hautes Études Commerciales de Carthage (IHEC) et Laboratoire d'Économie et de Finance Appliquées*, M Goaied , S Sassi . 2012. p. 45. Université de Carthage (Économétrie des données de panel sous stata. Module n°1, 1 ère édition. Document de travail)

[Rodrik ()] *Institutions for high-quality growth: what they are and how to acquire them*, D Rodrik . 1999. Harvard University Press.

[Rodrik et al. ()] 'Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development'. D Rodrik , A Subramanian , F Trebbi . *Journal of Economic Growth* 2004. 9 (2) .

[Wheeler and Mody ()] 'International investment location decisions: the case of U.S. firms'. D Wheeler , A Mody . *Journal of International Economics* 1992. 33 p. .

[Aubin et al. ()] 'Investissements directs américains et européens dans les PECO : quel rôle des effets de change'. C Aubin , J-P Berdot , D Goyeau , J Léonard . *Revue Economique* 2006. 57 p. .

[Levasseur ()] *Investissements directs à l'étranger et stratégies des entreprises multinationales, Revue de l'OFCE, Hors série*, S Levasseur . 2002. 50.

[Huffel ()] *Investissements directs étrangers : Problèmes et enjeux pour les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée*, V C Huffel . 2001. p. . Revue Région et Développement. Université de Toulon et de Var

[L'aide au tiers-monde, à quoi bon ?] *L'aide au tiers-monde, à quoi bon ?*, Paris.

11 CONCLUSION

- [Ocde ()] 'L'approche des entreprises dans la lutte contre les pratiques entachées de corruption. Documents de travail sur l'investissement international'. Ocde . Juin 2003. 2003. (2) .
- [Tamokwe ()] 'L'attractivité des pays en développement aux IDE : une lecture à partir des réformes structurelles au Cameroun'. P Tamokwe . *Les Cahiers du Cedimes* 2010. 4 p. .
- [Boukolia-Hassane and Zatla ()] 'L'IDE dans le bassin méditerranéen: ses déterminants et son effet sur la croissance économique'. R Boukolia-Hassane , N Zatla . *Les Cahiers du CREAD* 2001. 55 p. .
- [Ocde ()] *L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts. Perspectives économiques en Afrique*, Ocde . 2002. 2002. Paris.
- [Bissiriou and Kern ()] 'L'éducation comme bien public mondial est-elle compatible avec l'accord général sur le commerce des services?'. G Bissiriou , F Kern . *Mondes en développement* 2005. 33 p. .
- [Campbell ()] *Les non-dits de la bonne gouvernance : Pour un débat politique sur la pauvreté et la gouvernance*, B Campbell . 2001. Paris. p. . (La bonne gouvernance, une notion éminemment politique)
- [Easterly ()] 'National Policies and Economic Growth: a Reappraisal'. W Easterly . *Handbook of Economic Growth*, P Aghion, S N Et Durlauf (ed.) 2005. Elsevier. 1.
- [Gabas ()] *Nord-Sud : L'impossible coopération*, J.-J Gabas . 2002. Paris. (Presses de Sciences Po) (115 p)
- [Beac ()] *Rapport annuel*, Beac . 2008. 2008. 350.
- [Cnuced ()] *Réformer la gouvernance de l'investissement international, repères et vue d'ensemble. Rapport sur l'investissement dans le monde*, Cnuced . 2015. New York et Genève. 67. (Publication des Nations-Unies)
- [Singh and Jun ()] *Some new evidence on determinants of foreign direct investment in Developing countries*, H Singh , K W Jun . 1995. World Bank Policy Research Working Paper, N° 1531)
- [Cnuced ()] *Tendances et déterminants. Rapport sur l'investissement dans le Monde*, Cnuced . 1998. New York et Genève. (Publication des Nations-Unies)
- [Chakrabarti ()] 'The Determinants of Foreign Direct Investment: Sensitivity Analyses of Cross-Country Regressions'. A Chakrabarti . *Kyklos International Review for Social Sciences* 2001. 54 p. .
- [Urata ()] 'The determinants of the location of foreign direct investment by Japanese small and medium-sized enterprises'. Kawai Urata , H . *Small Business Economics* 2000. 15 p. .
- [Campos and Kinoshita ()] *Why does FDI go Where it goes ? New Evidence from the Transition Economies. University of Michigan William Davidson Institute Working Papers Series*, N F Campos , Y Kinoshita . 2003. p. .
- [Acemoglu et al. ()] '«Institutions as the Fundamental Cause of Long-run Growth'. D Acemoglu , S Johnson , J A Et Robinson . *Handbook of Economic Growth*, Durlauf Aghion (ed.) (Amsterdam; North-Holland) 2005. 1 p. .